

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 20 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DE RECYCLAGE DES MATERIAUX DE SAVOIE (SRMS)

1385, route du Tremblay
73290 LA MOTTE SERVOLEX

Références : 20241126-RAP-InspCarriereSRMS_Voglans-Complet
Code AIOT : 0006101678

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 26/11/2024, dans l'établissement SRMS implanté aux lieux-dits « Aux Franches, La Perrière »... - 2 bis, rue Centrale sur le territoire de la commune de VOGLANS (73420). L'inspection a été annoncée le 15/11/2024.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques : (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est intervenue dans le cadre du « Plan pluriannuel de contrôle » (PPC) du service d'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Elle avait pour principal objectif de faire un point avec l'exploitant sur le devenir du site suite à l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/03/2023 ayant prolongé la durée d'exploitation de cette carrière jusqu'au 24/07/2024 (à des fins de finalisation de la remise en état final par remblayage au moyen de déchets inertes) et dans un contexte d'absence de notification de cessation d'activité adressée au préfet.

A cet effet, le contrôle de la cessation effective de l'activité sur le site a été réalisé au travers de l'inspection documentaire qui s'est tenue en séance (contrôle des données télédéclarées au travers de l'appliquatif GEREP incluant la déclaration des données de « l'enquête annuelle carrière », mise à jour annuelle du plan d'exploitation, respect du plan de phasage prévisionnel) préalablement à une inspection de terrain au droit des secteurs de la carrière supposés en phase de remblayage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société de Recyclage des Matériaux de Savoie (SRMS)
- Lieux-dits « Aux Fronches », « La Perrière », « À la Cave » et « Les Grandes Vignes »
2 bis, rue Centrale 73420 Voglans
- Code AIOT : 0006101678
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 03/07/2000, la Société des Carrières et Matériaux de Savoie (SCMS) a été initialement autorisée à exploiter une carrière alluvionnaire en terrasse (de type sables et graviers) sise aux lieux-dits « Aux Fronches », « La Perrière »... sur le territoire de la commune de Voglans.

Par arrêté préfectoral du 24/07/2017 portant renouvellement et extension de l'autorisation d'exploiter, la société SCMS a été autorisée à poursuivre l'exploitation de cette carrière pour une durée de 5 ans (remise en état comprise) et une production maximale de 100 000 tonnes (l'intégralité du gisement résiduel devant être extrait sur une période de 1 à 2 années à l'issue de la reprise d'activité). L'arrêté susvisé autorisait également l'exploitation d'une station de transit de produits minéraux, classée sous le régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique 2517-2 de la nomenclature des installations classées (pour une superficie de 12 000 m²).

L'extraction du gisement de matériaux ayant été menée à son terme sur l'année 2019, ne reste plus qu'à conduire aujourd'hui la fin des opérations de remblayage partiel du site tel que prescrit par l'arrêté préfectoral de 2017. Dans le cadre de ce réaménagement (création de risbermes afin d'assurer une stabilité pérenne des terrains), l'exploitant dispose d'une autorisation de remblayage d'environ 350 000 m³ de déchets inertes en provenance de l'extérieur.

Par arrêté préfectoral du 19/06/2019 portant changement d'exploitant, la SARL « Société de Recyclage des Matériaux de Savoie » (SRMS) a été autorisée à se substituer à la société SCMS pour l'exploitation de cette carrière.

Par arrêté préfectoral du 27/03/2023, la société SRMS a été autorisée à poursuivre l'exploitation du site jusqu'au 24/07/2024 dans le but de finaliser les opérations de remise en état final du site.

A noter que, dans le cadre de l'arrêté préfectoral susvisé, l'activité de transit de matériaux (classée au titre de la rubrique 2517-2 de la nomenclature ICPE sous le régime de l'enregistrement dans l'arrêté préfectoral de 2017) n'est plus effective au sein du périmètre ICPE précédemment autorisé, cette dernière étant aujourd'hui réglementairement autorisée sous couvert d'une télédéclaration, en date du 09/11/2022, au titre de la rubrique 2517-2 modifiée (régime de la déclaration pour une surface déclarée de 5 100 m²).

A ce jour, l'arrêté préfectoral de prolongation du 27/03/2023 est échu et les opérations de remise en état final du site par remblayage partiel ne sont toujours pas finalisées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des

installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « **Faits sans suite administrative** » ;
- « **Faits avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « **Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète** » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 2.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Information du public	Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 6.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Bornage	Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 6.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		24/07/2017, article 5		
6	Travaux préliminaires – Réseau et ouvrages de collecte	Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 4.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Contrôle des valeurs limites de rejets des eaux pluviales de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, articles 4.2 et 4.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, articles 9.1 et 9.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis d'attester de l'absence d'activité de remblayage sur le site de la carrière au jour de la visite d'inspection. En ce sens, la date d'échéance de l'arrêté préfectoral portant prorogation de l'autorisation d'exploiter (fixée au 24/07/2024) a été respectée par l'exploitant.

Les échanges tenus en séance ont révélés que, dans les faits, l'exploitant n'a jamais repris l'exploitation du site et par conséquent les opérations de remise en état finale par remblayage du site suite à la délivrance de l'arrêté préfectoral susvisé intervenue fin mars 2023.

Les conséquences concrètes de cette absence d'exploitation ont pu être mesurées au travers des constats de terrain réalisés lors de l'inspection et concernant aussi bien l'absence d'entretien du site (débourssaillage, curage des ouvrages de collecte et de traitement des eaux pluviales de ruissellement du site ...) que le non-respect des dispositions réglementaires opposables à l'exploitant s'agissant de l'obligation :

- De finaliser la remise en état du site de la carrière consécutive aux opérations d'extraction du gisement de matériaux ;
- De faire procéder au bornage du périmètre administratifs ICPE de ses installations (carrière, station de transit) ;
- D'implanter des dispositifs de clôturage (solides et efficaces) en tout point du site le nécessitant et visant à empêcher/interdire l'accès au site de la carrière (y compris depuis les installations de la société Eiffage Route) en dehors des heures d'exploitation ;
- De finaliser les travaux préliminaires sur le réseau de collecte et de traitement des eaux pluviales et de justifier de leur bonne réalisation (rapport d'étude du bon dimensionnement des ouvrages, convention de rejets, procès-verbaux de fin de travaux...) ;
- D'implanter des panneaux destinés à l'information du public et des clients du site ;
- De s'assurer du respect des valeurs limites prescrites sur les rejets des eaux pluviales à

l'extérieur du site.

Au regard de ce qui précède, des demandes d'actions correctives ont été formulées en ce sens auprès de l'exploitant par le service d'inspection.

Enfin, l'exploitant ayant fait part de sa volonté de solliciter auprès du préfet une demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter afin de finaliser les opérations de remise en état du site, l'exploitant a été invité à déposer un dossier de « Porter à connaissance » des modifications des conditions d'exploitation, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

L'exploitant a par ailleurs été informé que cette demande devait être complétée par le dépôt préalable d'une demande d'examen au cas par cas visant à permettre au préfet de statuer sur la nécessité de soumettre ou non le projet à évaluation environnementale, en application des dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Volumes
Prescription contrôlée : La prolongation de la durée d'autorisation est accordée jusqu'au 24 juillet 2024 et dans la limite de la capacité totale de remblayage initialement autorisée (pour rappel environ 350 000 m ³). Par conséquent, au regard des volumes de remblais déjà admis sur site dans le cadre de la précédente autorisation, seuls des apports de déchets inertes à concurrence d'un volume total de 300 000 m ³ restent autorisés.
Constats : L'autorisation d'exploiter le site (prolongation) est à présent échue depuis le 24/07/2024. Au jour de l'inspection, l'exploitant n'avait toujours pas fait connaître son projet concernant le devenir du site et aucune notification de cessation définitive d'exploitation n'avait été réalisée par l'exploitant à l'adresse du préfet. Interrogé en séance, le nouveau Directeur de la société SRMS, M. Jérôme DALLA LIBERA, a confirmé que l'activité du site était bien à l'arrêt. Il a par ailleurs précisé au service d'inspection que, suite à la délivrance de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de mars 2023 portant prolongation de la durée d'exploitation, l'activité sur le site n'avait jamais repris à proprement parler. Interrogé sur cet état de fait, l'exploitant a indiqué que, d'une part, les volumes de déchets inertes projetés lors de la demande de prolongation de novembre 2022 n'avaient finalement pas été captés et que d'autre part, la nouvelle direction souhaitait modifier les conditions de remise en état final du site et plus précisément le profil général du massif de déchets afin de garantir une meilleure stabilité des remblais. Ces propos ont été corrélés par un contrôle des données télédéclarées par l'exploitant sur l'applicatif GEREP et qui font état de l'absence d'apport de volumes de déchets inertes sur le site sur l'année 2023 (les données 2024 n'ayant pas encore été saisies au jour de l'inspection). <u>A noter l'absence présentation d'un plan d'exploitation à jour.</u> <u>L'exploitant a fait connaître son souhait de solliciter une nouvelle demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter pour une durée de 5 ans (soit jusqu'en juillet 2029) devant conduire en</u>

<p>fin d'exploitation à une remise en état à vocation écologique et paysagère.</p> <p>Il a été acté auprès de l'exploitant que cette nouvelle demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter serait à considérer comme étant la dernière prolongation autorisée par le préfet et que par conséquent, l'exploitant devait prendre des dispositions en ce sens et s'engager sur un calendrier et un phasage d'exploitation.</p> <p>Pour rappel, au regard des volumes de remblais déjà admis sur site dans le cadre de la précédente autorisation, seuls des apports de déchets inertes à concurrence d'un volume total maximal de 300 000 m³ restent autorisés (soit environ 540 000 tonnes avec une densité d = 1,8).</p> <p>Les projections d'exploitation (données prévisionnelles) présentées en séance par la société SRMS font état, pour ce site, d'un flux annuel projeté de 120 000 tonnes de déchets inertes sur les 4 années d'exploitation résiduelles (soit un total de 480 000 tonnes).</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué que les seuls volumes de déchets inertes qui ont été mis en dépôt sur le tènement industriel de Voglans depuis 2023 concernent des apports réalisés (au cours du 1er trimestre 2023) sur l'emprise de la plateforme de la station de transit (contiguë au site de la carrière mais non comprise dans le périmètre de cette dernière (depuis la télédéclaration réalisée par SRMS le 09/11/2022 au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature ICPE).</p> <p>Concernant ces dépôts, il a été rappelé à l'exploitant que la durée d'entreposage des déchets sur un site de transit ne peut en aucun cas excéder <u>1 an</u> si les déchets sont destinés à être éliminés ou <u>3 ans</u> s'ils sont destinés à être valorisés. Ces délais résultent de l'application de la directive n°1999/31/CE relative aux décharges, transposée en droit national.</p> <p>Les constats de terrain réalisés suite à la revue documentaire ont permis d'attester de l'<u>absence effective d'activité sur le site de la carrière</u>.</p> <p>Cependant, en l'absence (persistante) de bornage physique du périmètre de la carrière mais également du périmètre de la station de transit, il n'a pas été possible de définir précisément, sur le terrain, le jour de la visite, les limites administratives du périmètre de chacune des deux installations ICPE (carrière et station de transit).</p> <p>La présence de traces d'exhaussement du sol ont été relevés sur le terrain sans qu'il soit pour autant possible pour le service d'inspection de statuer sur la nature des opérations conduites par l'exploitant (dépôts, déblai/remblai ?).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard de ce qui précède, l'exploitant doit déposer, sous un délai de 2 mois, un <u>nouveau dossier de "Porter à connaissance"</u> des modifications des conditions d'exploitation (dans les faits, une nouvelle et ultime demande de prolongation de la durée d'autorisation d'exploiter) afin de finaliser la remise en état finale du site telle que prescrite et en sollicitant, le cas échéant, un aménagement des dispositions constructives du massif de remblai (adoucissement de la pente intégratrice, nombre de risbermes, volume de déchets ...) tel que discuté en séance le jour de l'inspection. Le dossier précité comprendra par ailleurs un plan d'exploitation à jour ainsi qu'un plan de phasage prévisionnel précisant les durées et volumes de remblais mis en oeuvre.</p> <p>Cette demande devra être <u>précédée d'une demande d'examen au cas par cas</u> visant à permettre au préfet d'apprécier puis de statuer sur la nécessité de soumettre ou non le projet à évaluation environnementale, en application des dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2023 – Articles 9.1 et 9.2
Thème(s) : Situation administrative, Périodicité et montant
Prescription contrôlée : 9.1. Périodicité Pour l'unique phase d'exploitation, débutant à la date de signature du présent arrêté préfectoral, les modalités des garanties financières sont ainsi fixées. 9.2. Montant des garanties financières Le calcul des garanties financières est établi selon les modalités du point 2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 reprises ci-après, la carrière de Voglans appartenant à la seconde première catégorie, à savoir « carrières en fosse ou à flanc de relief » : [...] La valeur de l'indice TP 01 prise en compte dans le calcul des garanties financières est celle du mois d'août 2022, soit 128,9. [...] Au regard de ce qui précède, le montant de référence (CR) des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour la période de prolongation de l'autorisation est de 143 204 euros TTC . Cette période se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral, ou, en cas de renouvellement d'autorisation, jusqu'à l'obtention d'une nouvelle autorisation, et la fourniture de nouvelles garanties financières correspondant à une nouvelle phase quinquennale d'exploitation autorisée. Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012. Constats : Conformément aux dispositions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, l'exploitant a justifié de l'établissement d'un acte de cautionnement solidaire daté du 05/10/2023, à effet du 25/07/2022 jusqu'au 24/07/2027 et pour un montant maximum de 143 204 € en cautionnement des dépenses liées à la remise en état du site après exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2017, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions préliminaires
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Constats : Les constats visuels opérés le jour de l'inspection <u>attestent de l'absence, sur les des voies d'accès au site de la carrière</u> , de panneaux indiquant en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la

<p>référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>Seule la présence d'un petit panneau apposé sur le grillage présent en bordure de la route départementale au droit de <u>l'entrée commune du tènement industriel</u> du groupe Eiffage (comprenant en plus des installations SRMS, des activités et installations exploitées par Eiffage Route), fait état de la présence de la carrière de Voglans.</p> <p>Cependant les informations présentées sur cet unique panneau d'information ne sont clairement pas à jour puisque faisant référence à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/07/2017 et d'une exploitation du site par la Société des Carrières et Matériaux de Savoie (SCMS), ancien exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Bornage du périmètre ICPE des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2017 – Article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions préliminaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.2 – Bornage</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation 2. le cas échéant, des bornes de nivellement <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le prolongement d'une précédente visite d'inspection, l'exploitant s'était engagé sur la transmission d'un plan d'implantation de dispositifs de bornage du périmètre de la carrière pour la fin de l'année 2021 (arguant de la nécessité de faire réaliser de nouvelles opérations de débroussaillage préalable).</p> <p>Comme vu au point de contrôle n°1 du présent rapport, le nouveau directeur de la société SRMS n'a pas été en mesure de justifier, le jour de l'inspection, de l'implantation effective sur le terrain de dispositifs de bornage du périmètre ICPE de la carrière mais également du périmètre de la station de transit contiguë.</p> <p>L'exploitant a convenu du problème posé par cette absence de délimitation et s'est engagé à faire procéder à un bornage des périmètres dans les meilleurs délais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera, sous un délai de 1 mois, du <u>bornage effectif du périmètre administratif ICPE du site de la carrière</u> sur la base d'un plan de bornage (référéncant les bornes/piquets implantés) <u>complété par un reportage photographique</u>.</p> <p>Ce plan de bornage devra être <u>annexé au dossier de Porter à connaissance à venir</u>.</p> <p>De même, l'exploitant justifiera dans le même délai du <u>bornage effectif du périmètre administratif ICPE du site de la station de transit contiguë</u>.</p>

Il est entendu que dans l'intervalle, aucun nouveau dépôt de déchets inertes sur l'emprise de la station de transit n'est autorisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2017 – Article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention
Prescription contrôlée : Article 5 : Clôtures et barrières <p>Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.</p> <p>L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite, aucun dispositif physique permettant de délimiter et de restreindre l'accès au périmètre de la carrière depuis les installations de Eiffage Route n'a été relevé sur le terrain.</p> <p>A titre d'exemple, la présence d'une barrière pivotante, à ouverture manuelle localisée au Sud du site (telle que présenté sur la photographie n°10 du dossier de demande de prolongation de novembre 2022), n'a pas été retrouvée.</p> <p>Par conséquent, à ce jour, rien ne s'oppose à l'entrée sur site de tiers extérieurs aux installations de la carrière mais également de la station de transit.</p> <p>L'absence combinée de panneaux d'information et de dispositifs de clôturage peut conduire à pénétrer sur l'emprise du site de la carrière de manière totalement fortuite depuis les installations de Eiffage Route.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant justifiera, sous un délai de 1 mois, de l'implantation effective de dispositifs de clôturage (solides et efficaces) en tout point du site le nécessitant et visant à empêcher/interdire l'accès au site de la carrière (y compris depuis les installations de la société Eiffage Route) en dehors des heures d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Travaux préliminaires – Réseau et ouvrages de collecte des eaux pluviales de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2023 – Article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales de ruissellement
Prescription contrôlée : 4.1 Travaux préliminaires : <p>Préalablement à la reprise de l'exploitation, l'exploitant procède à la <u>finalisation des travaux d'implantation du réseau de collecte</u> (dérivation/drainage) des écoulements d'eaux pluviales sur l'emprise du site.</p> <p>La conception de ce réseau intègre les préconisations techniques émises par le bureau d'études « Cohérence » dans son rapport d'étude (réf. E19-37) d'octobre 2019, à savoir la collecte des ruissellements d'eaux pluviales amont par le prolongement, vers l'aval du site, des collecteurs pluviaux de diamètre 760 mm et 300 mm existants à l'amont du site au moyen d'une canalisation (de diamètre intérieur 800 mm) dont le tracé épousera le cheminement cadastral et topographique du ruisseau de « La Creuse » présent au Nord du site.</p> <p>Cette canalisation additionnelle sera ensuite connectée au réseau pluvial communal situé à l'Ouest du site (canalisation béton 800 mm sous la chaussée communale).</p> <p>Par ailleurs, afin de limiter les écoulements d'eaux météoriques au droit des zones de remblayage et par conséquent leur infiltration dans le massif de remblai, <u>un réseau de collecte/dérivation est maintenu en place à la périphérie de ces zones.</u></p> <p><u>Ce réseau comprend :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Un bassin de décantation/régulation d'un volume utile d'environ 150 m³, au Nord, en partie haute du site. Ce bassin est équipé d'une surverse (canalisation en béton de diamètre 1 000 mm) dirigeant les écoulements par gravité en partie basse du site ;- Un bassin de décantation équipé d'une surverse, en partie basse du site et dont le volume utile devra être précisé par l'exploitant ;- Des fossés collecteurs en bordure des pistes du site permettant de diriger les eaux de ruissellement au niveau de la plateforme basse ; <p>À noter que le dossier de demande prévoit la réalisation d'un piquetage sur une canalisation existante au droit de la centrale d'enrobage, présente en contrebas et à l'extérieur, du site et ayant pour exutoire le réseau pluvial communal.</p> <p>Cependant, aucun rapport d'étude relatif au dimensionnement de ce projet de dispositif de collecte n'ayant été joint à la demande de l'exploitant, ce dernier <u>justifiera, avant la reprise d'activité, du bon dimensionnement du réseau de collecte projeté sur la base d'une étude hydrologique.</u></p> <p>Par ailleurs, l'exploitant attestera de la <u>formalisation d'une « convention de rejets »</u> avec le gestionnaire du réseau public concernant les deux points de raccordement précités.</p> <p>L'exploitant tiendra à la disposition du service d'inspection des installations classées, les procès-verbaux de réception de fin de travaux.</p>
Constats : <p>Dans le cas des travaux préliminaires à réaliser par l'exploitant suite à la délivrance de l'arrêté préfectoral portant prolongation de l'autorisation d'exploiter et préalablement à la reprise de l'exploitation, il était attendu de l'exploitant la finalisation des travaux d'implantation du réseau de collecte (dérivation/drainage) des écoulements d'eaux pluviales sur l'emprise du site.</p> <p>La conception de ce réseau devait notamment intégrer les préconisations techniques émises par</p>

le bureau d'études « Cohérence » dans son rapport d'étude (réf. E19-37) d'octobre 2019, à savoir la collecte des ruissellements des eaux pluviales en amont du site.

Par ailleurs, **le dimensionnement et la mise en place effective des ouvrages** composant le réseau de collecte/dérivation interne du site afin de limiter les écoulements d'eaux météoriques en périphérie des zones de remblayage et par conséquent leur infiltration dans le massif de remblai **devait être attesté par l'exploitant au travers d'une étude hydrologique et des procès-verbaux de réception de fin de travaux.**

Enfin, l'exploitant devait **attester de la formalisation de « conventions de rejets »** suite au raccordement (en deux points distincts) de son réseau interne de collecte des eaux pluviales de ruissellement sur des réseaux de collecte pré-existants et extérieurs au site de la carrière.

Le jour de la visite, l'exploitant ne disposait d'aucun plan du réseau de collecte et de traitement des eaux pluviales de son site.

De même, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la finalisation des travaux d'implantation du réseau de collecte (dérivation/drainage) des écoulements d'eaux pluviales sur l'emprise du site par la production des documents justificatifs prescrits.

Enfin, les constats visuels opérés sur l'emprise du site ont montré un **niveau d'entretien des ouvrages de collecte/traitement** (bassin de décantation et fossé de collecte en partie basse du site) **laissant à désirer** (présence de boues de colmatage dans les ouvrages, dispositifs de sécurité (toulines, panneaux d'information de risque de noyade) en partie dissimulés par une végétation non contenue.

Par ailleurs, en l'absence de plan des réseaux, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter au service d'inspection, lors de la visite, l'emplacement, sur le terrain, des points de rejets vers l'extérieur des eaux pluviales de ruissellement provenant du site de la carrière.

Pour finir, la présence effective d'un bassin de décantation/régulation en partie haute, au Nord du site de même que l'existence d'ouvrages de collecte (de type fossés) en bordure des pistes du site destinés à diriger les eaux de ruissellement au niveau de la plateforme basse n'a pu être attestée sur le terrain le jour de la visite, du fait notamment d'une absence de matérialisation et d'entretien desdits ouvrages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de ce qui précède, il ressort que l'exploitant doit, **sous un délai de 1 mois**, justifier de la mise en œuvre effective de l'ensemble des dispositions prescrites au titre des travaux préliminaires.

A cet effet, **l'ensemble des documents justificatifs visés à l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral susvisé devra être transmis au préfet dans le délai fixé ci-avant**, au titre desquels un plan des réseaux du site et notamment du réseau de collecte/traitement des eaux pluviales de ruissellement formalisant la position des points de rejets à l'extérieur du site (géoréférencement en Lambert II des points de raccordement aux réseaux extérieurs attendu).

L'exploitant justifiera par ailleurs, **sous le même délai**, de l'entretien curatif de l'ensemble des dispositifs de collecte et de traitement visés par l'arrêté préfectoral susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Contrôle des valeurs limites de rejets des eaux pluviales de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2023 – Articles 4.2 et 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : 4.2. Valeurs limites de rejets Les eaux rejetées à l'extérieur du site respectent les valeurs limites suivantes: <ul style="list-style-type: none">– Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;– La température est inférieure à 30[±] C ;– Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;– la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (NF T 90 114). Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. 4.3. Fréquence des contrôles : L'exploitant fait procéder, à fréquence annuelle , à un contrôle du respect des valeurs limites prescrites par un organisme compétent et agréé. Toute anomalie est signalée par l'exploitant dans les meilleurs délais. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition du service d'inspection.
Constats : L'exploitant a indiqué en séance ne pas avoir fait réaliser à ce jour de prélèvement par un organisme compétent et agréé en vue de contrôler le respect des valeurs limites prescrites pour les eaux rejetées à l'extérieur du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera, sous un délai de 2 mois , de la réalisation effective, par un organisme compétent et agréé, d'une campagne de mesures visant à contrôler le respect des valeurs limites prescrites pour les eaux rejetées à l'extérieur du site et ce sur l'ensemble des points de rejets extérieurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois